Mieux intégrer les oppressions spécifiques dans notre combat politique

Le racisme, le sexisme et les LGBTIphobies sont des oppressions spécifiques ayant une autonomie relative par rapport au mode de production capitaliste et qui lui préexistent. Elles ne peuvent être réductibles à des idéologies de la bourgeoisie servant à diviser le prolétariat. Seule la révolution communiste permettrait d'y mettre fin, mais même cela ne serait qu'une condition nécessaire et non suffisante : le combat de classe est central, mais la lutte contre les oppressions, prise en charge avant tout par les opprimé.e.s eux/elles-mêmes, devra être menée en même temps et jusqu'au bout. Dans l'immédiat, ces questions exigent des combats spécifiques qui occupent toute leur place dans notre programme, mais aussi dans notre orientation et dans nos pratiques quotidiennes.

Le patriarcat existait avant la division en classe de la société. Sous des formes diverses selon les différentes sociétés et les différents modes de production, le groupe social des hommes en tire bénéfice, ce qui se traduit pour les femmes par l'exploitation domestique, l'assignation à l'élevage des enfants, les violences sexuelles et le harcèlement, les violences gynécologiques, l'assignation à des normes de genre dévalorisées, la surexploitation salariale (inégalités salariales, temps partiel, plafond de verre…), etc.

Le racisme, quant à lui, organise la société en différentes « races » hiérarchisées en tant que groupes sociaux (et non au sens biologique). Ce système a pris un essor considérable avec l'émergence du capitalisme et de l'impérialisme moderne. Les non-blanch·e·s sont statistiquement les plus touché·e·s par les violences policières, les meurtres policiers, le contrôle au faciès, la discrimination à l'embauche, au logement. Iels sont perçu·e·s comme des délinquant·e·s potentiel·le·s, des dérégulateurs/ices du marché du travail, constituant de fait pour les Noir·e·s et les Arabes des couches du prolétariat surexploitées.

Les formes dominantes de lutte contre le sexisme, le racisme et les LGBTIphobies se limitent à un plan moral. Elles blâment les individus tenant des propos ouvertement réactionnaires (retour des femmes au foyer, retour au racisme biologique…) mais restent aveugles sur ces effets et origines structurels. De plus les oppressions sont croisées, c'est-à-dire qu'elles interagissent entre elles dans la reproduction des oppressions sociales. Les individu·e·s vivent une multiplicité d'expériences à partir d'oppressions organisées à l'échelle de la société. Ainsi, par exemple, si on comprend qu'une femme noire ne vit pas les mêmes formes de sexismes qu'une femme blanche, cela justifie une élaboration politique, des revendications spécifiques et des cadres autonomes.

La lutte contre les oppressions spécifiques exige l'auto-organisation des premiers concerné·e·s, en mixité ou en non-mixité, sur le principe d'auto-émancipation de la

classe ouvrière. L'enjeu central est la construction de mouvements féministes, anti-racistes, décoloniaux et LGBTI de masse, capables d'imposer de vrais rapports de forces dans la société et la lutte politique générale. Les camarades du NPA doivent y contribuer.

En tant que parti, le rôle du NPA doit être de travailler à la convergence politique avec les organisations du féminisme et de l'antiracisme politique, tout en tentant de rallier à notre programme communiste révolutionnaire. On reproche souvent aux luttes contre les oppressions spécifiques de diviser la classe ouvrière, mais les oppressions vécues par une partie du prolétariat que nous souhaitons unir sont en elles-mêmes un obstacle relatif à l'unité de la classe, à cause de la force des idées racistes, sexistes, LGBTIphobes, et la luttre contre elles est donc une condition nécessaire pour faire émerger une conscience de classe. Mais par ailleurs, l'unité de la classe ne veut pas dire la disparition des oppressions.

Aujourd'hui, la lutte contre l'islamophobie occupe une place centrale dans la lutte contre le racisme et pour un féminisme inclusif. Nous ne devons donc pas hésiter à construire des cadres de front commun avec des organisations non-mixtes, y compris des organisations inter-classistes. Comme pour tout front uni, le choix de ces organisations dépend, selon les situations, de leurs positions et de leur réalité militante, et n'empêche pas que nous puissions en même temps polémiquer en toute indépendance politique contre celles de leurs positions que nous ne partageons pas.

Enfin, à l'intérieur du parti, nous devons reconnaître le droit de tout groupe victime d'oppressions spécifiques, à commencer par les non-blanc-he-s et les personnes LGBTI, de se retrouver dans des cadres non-mixtes (comme c'est déjà reconnu pour les femmes).

Tendance CLAIRE, le 25 septembre 2017